

## Communications statistiques

N° 1 / Novembre 1997

### Evolution de l'emploi dans le canton 1985 - 1991 - 1995

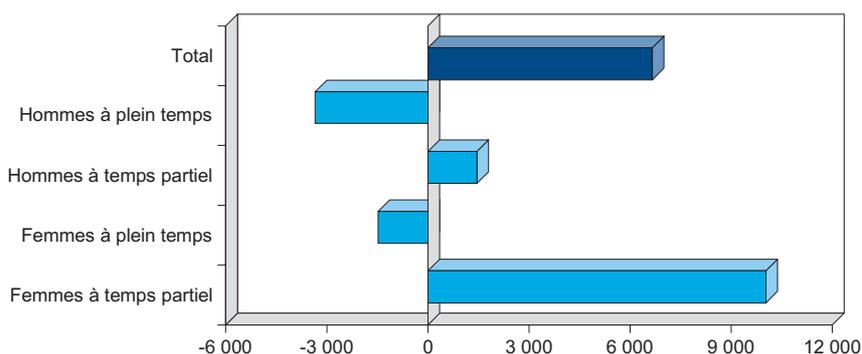
Résultats du recensement fédéral des entreprises de 1995

#### Sommaire

	Page
1 Evolution générale de l'emploi 1985 - 1995	3
2 Evolution de l'emploi selon le temps de travail, le sexe et l'origine	5
3 Secteur privé et secteur public	7
4 Evolution de l'emploi par activité économique	8
5 Etablissements	12
6 Personnes occupées : catégories diverses	14
7 Comparaisons Genève - Suisse	16

#### Evolution de l'emploi selon le sexe et le temps de travail, à Genève, entre 1985 et 1995

En nombre absolu



Entre 1985 et 1995, l'emploi progresse de 2,8 % dans le canton (+ 6 659; chiffres sans le secteur primaire). La croissance des années 1985 - 91 (+ 20 116) est suivie d'une baisse notable (- 13 457 emplois) entre 1991 et 1995. En dix ans comme en quatre, l'évolution globale recouvre une diminution de l'emploi à plein temps accompagnée d'une augmentation de l'emploi à temps partiel.

*Le recensement fédéral des entreprises est l'une des enquêtes les plus importantes de la statistique économique*

*Un cahier Vaud-Genève est prévu*

## Introduction

Ce cahier présente les principaux résultats, pour le canton de Genève, du recensement fédéral des entreprises de septembre 1995 (RFE 95), réalisé par l'Office fédéral de la statistique (OFS) en collaboration avec les offices régionaux. Le RFE constitue l'une des enquêtes les plus importantes de la statistique économique. Il fournit une image précise et détaillée de la structure économique de la Suisse et de ses régions. Depuis 1955, le RFE a été réalisé tous les dix ans. Afin de mieux tenir compte des mutations de l'économie, il a été décidé de compléter les recensements décennaux par des mini-recensements. Ceux-ci demeurent des enquêtes exhaustives, mais le questionnaire se restreint à l'emploi. Le premier de ces mini-recensements a été effectué en 1991, le prochain est prévu en 1998. Ajoutons que l'OCSTAT a réalisé en 1982 un mini-recensement des entreprises pour le canton de Genève.

Afin d'obtenir une image exhaustive de l'emploi, les résultats du RFE sont complétés par ceux du recensement fédéral de l'agriculture (RFA). Le dernier RFA a été réalisé en mai 1996. La plus grande partie des données du secteur primaire est collectée dans le cadre du RFA, mais certains établissements de ce secteur sont recensés via le RFE.

Ce cahier sera suivi notamment par une publication sur les résultats par commune, pour le canton de Genève, ainsi que par un cahier réalisé en commun avec le Service cantonal de recherche et d'information statistiques (SCRIS), de l'Etat de Vaud, qui présentera les résultats du RFE de manière complète et détaillée pour les cantons de Genève et Vaud.

*Pour des raisons techniques, le lecteur est amené à rencontrer trois agrégats majeurs pour l'emploi :*

- *Le total général (249 201), qui résulte de l'agrégation des résultats du RFA 96 avec ceux du RFE 95. Cet agrégat ne permet pas, actuellement du moins, des analyses détaillées.*
- *L'ensemble des secteurs secondaire et tertiaire (246 044 emplois), avec le secteur public international (organisations internationales gouvernementales, missions permanentes et consulats), qui est recensé directement par l'OCSTAT. Cet agrégat se prête aux analyses détaillées et c'est celui qui est le plus cité dans ce cahier.*
- *L'ensemble des secteurs secondaire et tertiaire sans le secteur public international (222 513 emplois). Cet agrégat permet la comparaison entre le canton de Genève et le reste du pays (les données sur le secteur public international ne sont disponibles que pour le canton).*

*Note : sans plus de précisions, le nombre d'emplois comprend les emplois à plein temps et les emplois à temps partiel.*

**Baisse de l'emploi entre 1991 et 1995, mais la décennie 1985 - 95 se solde par une progression**

### 1. Evolution générale de l'emploi 1985 - 1995

Selon les résultats du RFE 95, complétés par ceux du RFA 96, le nombre d'emplois dans le canton de Genève se fixe à 249 201 en septembre 1995. La récession se répercute clairement sur les chiffres : entre septembre 1991, date du précédent RFE, et septembre 1995, l'emploi recule de 5,1 % dans le canton (- 13 514 emplois). Mais cette récession n'annule pas pour autant le développement enregistré entre 1985 et 1991 : en 1995, le nombre d'emplois demeure supérieur à ce qu'il était dix ans auparavant (+ 5 428, soit + 2,2 %).

#### T - 01 Emplois par secteur économique dans le canton de Genève

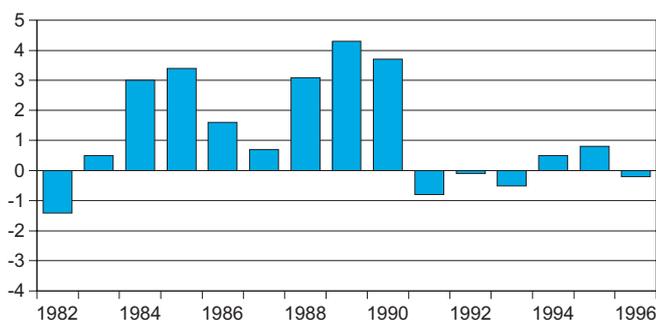
Situation en septembre

	1985	1991	1995	Variation en pour cent		
				1985 - 91	1991 - 95	1985 - 95
<b>Total</b>	<b>243 773</b>	<b>262 715</b>	<b>249 201</b>	<b>7,8</b>	<b>- 5,1</b>	<b>2,2</b>
Secteur primaire	4 388	3 214	3 157	- 26,8	- 1,8	- 28,1
Secteur secondaire	49 608	46 962	40 596	- 5,3	- 13,6	- 18,2
Secteur tertiaire	189 777	212 539	205 448	12,0	- 3,3	8,3
dont : secteur public international	18 572	23 230	23 531	25,1	1,3	26,7
Secteurs secondaire et tertiaire	239 385	259 501	246 044	8,4	- 5,2	2,8
Secteurs secondaire et tertiaire, sans le secteur public international	220 813	236 271	222 513	7,0	- 5,8	0,8

Source : Office fédéral de la statistique / Office cantonal de la statistique - Recensements fédéraux des entreprises

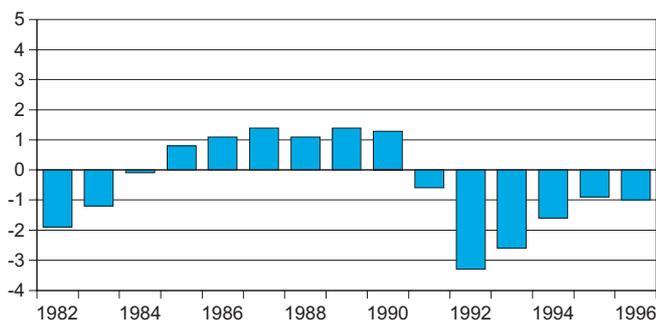
#### G - 01 Variation annuelle du PIB de la Suisse, en termes réels

En pour cent



#### G - 02 Variation annuelle de l'indice de l'emploi en Suisse, au 3e trimestre

En pour cent



## Définitions de base

<i>Entreprise</i>	Entité économique autonome, juridiquement indépendante, constituée en vue de réaliser une activité économique, que ce soit ou non à but lucratif. Exemples : société, compagnie, association, fondation. Pour l'administration publique, la notion d'entreprise est appliquée par analogie à des unités administratives ayant un certain degré d'autonomie.
<i>Etablissement</i>	Tout lieu de travail géographiquement distinct où une activité économique est exercée de façon régulière, par une ou plusieurs personnes, pendant au moins 20 heures par semaine. Une entreprise est constituée d'un ou plusieurs établissements. L'établissement est l'unité de base de recensement.
<i>Emploi / personne occupée</i>	Toute personne travaillant au moins 6 heures par semaine dans un établissement recensé. Sont notamment pris en compte les propriétaires, gérants, directeurs, indépendants, salariés, apprentis, auxiliaires, personnes travaillant à l'extérieur (p.ex. monteurs, chauffeurs, représentants), stagiaires, bénévoles, collaborateurs membres de la famille du propriétaire. Les ouvriers à domicile ne sont pas pris en compte.
<i>Emploi / personne occupée à plein temps</i>	Personne travaillant à 90 % ou plus de la durée de travail hebdomadaire usuelle de l'établissement.
<i>Emploi / personne occupée à temps partiel</i>	Personne travaillant à moins de 90 % de la durée de travail hebdomadaire usuelle de l'établissement. Deux catégories sont distinguées : entre 50 et 89 % de la durée hebdomadaire, et moins de 50 %.
<i>Activité économique</i>	<p>A chaque établissement est attribué une activité économique. La nomenclature utilisée dans le cadre du RFE 95 (NOGA 95) est fondée sur la nomenclature utilisée par l'Union européenne (NACE). Elle permet donc facilement la comparaison avec les statistiques de l'Union européenne (UE). Par contre, elle présente des différences relativement importantes avec l'ancienne nomenclature (NOGA 85), utilisée pour les deux recensements précédents (RFE 85 et 91). A des fins de comparaisons chronologiques, les données de 1985 et 1991 ont été transcodées en NOGA 95.</p> <p>Le RFE couvre l'ensemble des secteurs secondaire et tertiaire, ainsi qu'une petite partie du secteur primaire. Les données sur la plus grande partie de ce dernier sont collectées dans le cadre du recensement fédéral de l'agriculture (RFA - le dernier date de 1996). Le total de l'emploi pour l'ensemble des activités économiques résulte d'une agrégation des résultats du RFE et du RFA.</p>
<i>Champ couvert</i>	Le secteur public international n'appartient pas au territoire économique de la Confédération; il est constitué d'activités extraterritoriales, en l'espèce : les organisations internationales gouvernementales, les missions permanentes et les consulats. A Genève, il est recensé directement par l'OCSTAT, pour le canton, afin de compléter les résultats du RFE tel qu'il est réalisé par l'OFS. Il apparaît donc dans les chiffres cantonaux, mais pas dans les tableaux publiés par l'OFS.

*RFE 85 effectué en période de pleine croissance économique. RFE 91 réalisé peu de temps après le début du recul de l'emploi. Au moment du RFE 95, la reprise se faisait encore attendre*

Le RFE 85 a eu lieu en période de croissance économique. Après le creux conjoncturel de 1982, le PIB (produit intérieur brut) de la Suisse a repris le chemin de la croissance et l'année 1985 se caractérise par une progression soutenue. Sur le plan du PIB comme sur celui de l'emploi, la cassure se produit en 1991. Le RFE 91 ne coïncide pas avec le sommet de l'emploi en Suisse; selon la statistique trimestrielle de l'emploi, celui-ci a enregistré son maximum, en Suisse comme à Genève, au troisième trimestre 1990, soit une année avant le RFE 91. Quant au RFE 95, il a été réalisé à un moment où le recul de l'emploi tendait à s'estomper, après avoir été marqué en 1992 et 1993. Mais 1995 ne constitue pas le creux de la vague en la matière et la reprise se fait encore attendre; en effet, la légère hausse du PIB enregistrée en 1994 et 1995 a été suivie d'un repli en 1996.

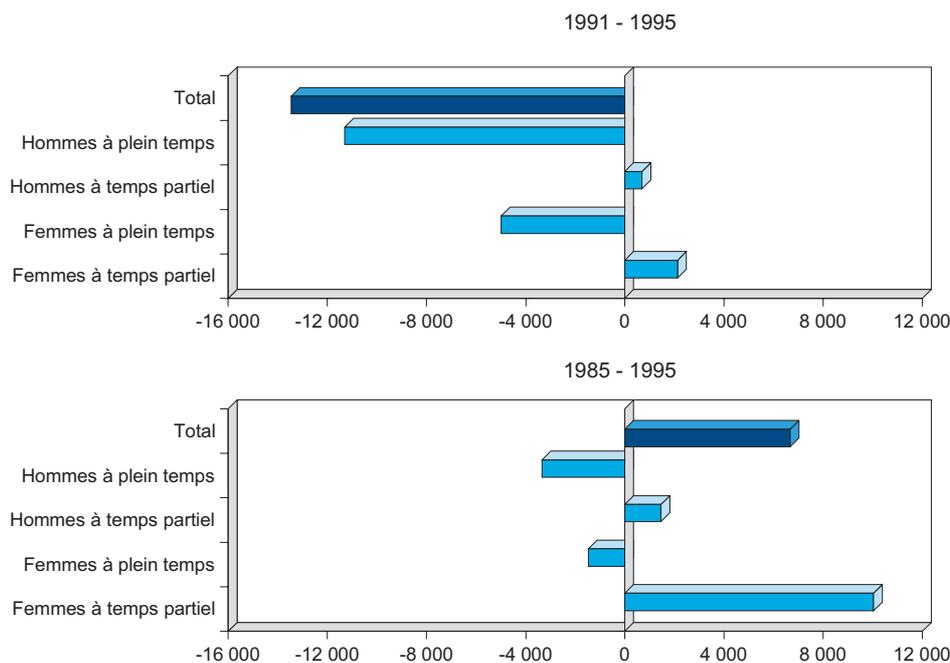
*En quatre ans comme en dix, recul de l'emploi à plein temps et progression de l'emploi à temps partiel*

## 2. Evolution de l'emploi selon le temps de travail, le sexe et l'origine

Dans l'ensemble des secteurs secondaire et tertiaire (secteur public international compris), l'emploi diminue de 5,2 % entre 1991 et 1995 à Genève, mais progresse de 2,8 % en dix ans. Le recul global de l'emploi en quatre ans recouvre une baisse de 7,7 % de l'emploi à **plein temps** (90 % et plus de la durée hebdomadaire de travail; - 16 278), accompagnée d'une augmentation de 6,0 % de l'emploi à **temps partiel** (+ 2 821). En dix ans, l'emploi à plein temps se replie de 2,4 %, tandis que l'emploi à temps partiel augmente de 30,0 %. La progression de la part d'emplois à temps partiel constitue une tendance à long terme, comme le montrent aussi les résultats des RFE antérieurs. En 1995, un emploi sur cinq (20,3 %) est à temps partiel.

### G - 03 Evolution de l'emploi selon le sexe et le temps de travail, à Genève

En nombre absolu



Compte tenu du contraste entre le recul de l'emploi à plein temps et la croissance de l'emploi à temps partiel, qu'en est-il de l'évolution du volume de travail ? Entre 1991 et 1995, le nombre d'équivalents de plein temps<sup>1</sup> diminue de 5,9 %. En dix ans, cet effectif progresse de 1,0 %.

**La part des femmes continue d'augmenter (41,7 % en 1995)**

Entre 1991 et 1995, le nombre d'emplois occupé par des **hommes** régresse de 6,9 %, celui des emplois occupés par des **femmes** de 2,7 %. En dix ans, l'effectif des femmes progresse de 9,1 %, alors que celui des hommes s'inscrit à la baisse (- 1,3 %). Notons pour faire bonne mesure que le taux de chômage des femmes reste en 1995 légèrement supérieur à celui des hommes (respectivement : 7,6 % et 6,4 %), malgré cette évolution de l'emploi favorable aux femmes. En 1995, 41,7 % des emplois sont occupés par des femmes. Et cette part atteint 73,7 % parmi les emplois à temps partiel.

Entre 1985 et 1995, l'effectif des emplois occupés par des **Suisses** recule de 1,5 %, tandis que celui des emplois occupés par des **étrangers** augmente de 8,2 %. En 1995, la part de ces derniers dans le total atteint 46,6 %.

<sup>1</sup> Pour effectuer ce calcul, un emploi à plein temps compte pour 1, un emploi de 50 % à 89 % de la durée hebdomadaire de travail compte pour 0,7 et un emploi à moins de 50 % compte pour 0,3.

**T - 02 Emplois (1) selon l'origine ou selon le sexe et le temps de travail, dans le canton de Genève**

Situation en septembre

	1985	1991	1995	Variation absolue			Variation en pour cent		
				1985 - 91	1991 - 95	1985 - 95	1985 - 91	1991 - 95	1985 - 95
Suisses	133 464	...	131 416	...	...	- 2 048	...	...	- 1,5
Etrangers	105 921	...	114 628	...	...	8 707	...	...	8,2
<b>Total</b>	<b>239 385</b>	<b>259 501</b>	<b>246 044</b>	<b>20 116</b>	<b>- 13 457</b>	<b>6 659</b>	<b>8,4</b>	<b>- 5,2</b>	<b>2,8</b>
Plein temps (90 ☐ et plus)	201 035	212 486	196 208	11 451	- 16 278	- 4 827	5,7	- 7,7	- 2,4
Temps partiel	38 350	47 015	49 836	8 665	2 821	11 486	22,6	6,0	30,0
de 50 à 89 ☐	23 378	29 398	32 562	6 020	3 164	9 184	25,8	10,8	39,3
moins de 50 ☐	14 972	17 617	17 274	2 645	- 343	2 302	17,7	- 1,9	15,4
<b>Hommes</b>	<b>145 368</b>	<b>154 073</b>	<b>143 474</b>	<b>8 705</b>	<b>- 10 599</b>	<b>- 1 894</b>	<b>6,0</b>	<b>- 6,9</b>	<b>- 1,3</b>
Plein temps (90 ☐ et plus)	133 727	141 673	130 377	7 946	- 11 296	- 3 350	5,9	- 8,0	- 2,5
Temps partiel	11 641	12 400	13 097	759	697	1 456	6,5	5,6	12,5
de 50 à 89 ☐	5 716	5 877	6 869	161	992	1 153	2,8	16,9	20,2
moins de 50 ☐	5 925	6 523	6 228	598	- 295	303	10,1	- 4,5	5,1
<b>Femmes</b>	<b>94 017</b>	<b>105 428</b>	<b>102 570</b>	<b>11 411</b>	<b>- 2 858</b>	<b>8 553</b>	<b>12,1</b>	<b>- 2,7</b>	<b>9,1</b>
Plein temps (90 ☐ et plus)	67 308	70 813	65 831	3 505	- 4 982	- 1 477	5,2	- 7,0	- 2,2
Temps partiel	26 709	34 615	36 739	7 906	2 124	10 030	29,6	6,1	37,6
de 50 à 89 ☐	17 662	23 521	25 693	5 859	2 172	8 031	33,2	9,2	45,5
moins de 50 ☐	9 047	11 094	11 046	2 047	- 48	1 999	22,6	- 0,4	22,1

(1) Sans le secteur primaire.

Source : Office fédéral de la statistique / Office cantonal de la statistique - Recensements fédéraux des entreprises

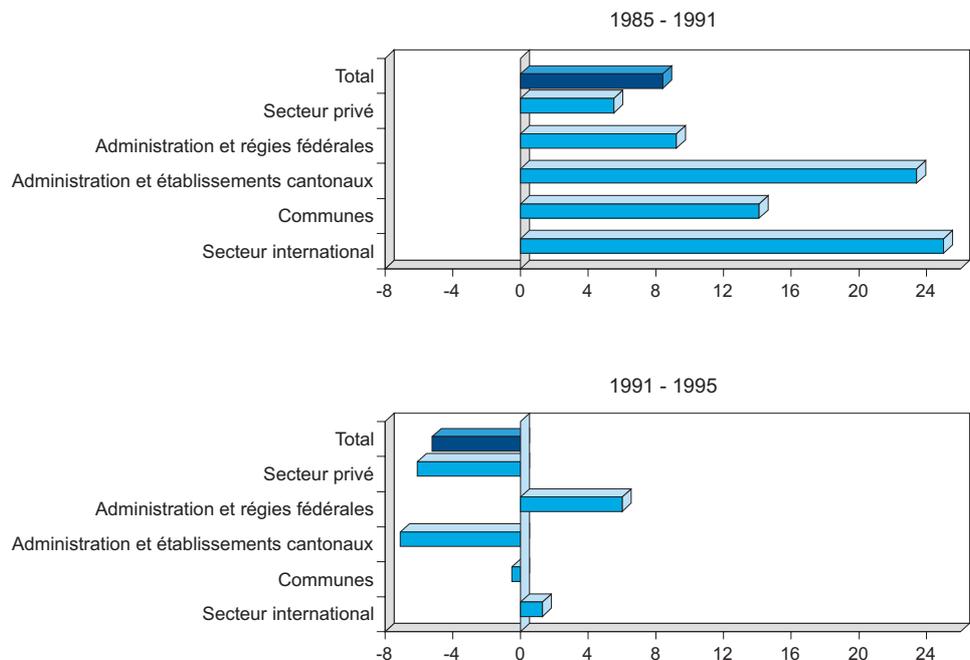
### 3. Secteur privé et secteur public

*Entre 1991 et 1995, baisse notable de l'emploi pour l'Etat et les établissements cantonaux de droit public*

En 1995, le **secteur privé** représente 178 544 emplois, soit 72,6 % de l'ensemble des secteurs secondaire et tertiaire. Comme pouvait le laisser supposer l'évolution de la situation économique, la baisse de l'emploi y est sensible entre 1991 et 1995 (- 6,1 %; à plein temps : - 8,3 %; à temps partiel : + 3,4 %). Dans pareil contexte, le **secteur public** exerce habituellement un certain effet stabilisateur - pour autant que sa taille et ses moyens le permettent : c'est le cas d'une manière générale, dans la mesure où le recul de l'emploi y est moins marqué (- 2,6 %; à plein temps : - 6,0 %; à temps partiel : + 13,3 %). Toutefois, les évolutions y sont contrastées. Dans le secteur public international (organisations internationales gouvernementales, missions permanentes et consulats), qui représente un bloc important, l'emploi progresse de 1,3 %. Par contre, le secteur public cantonal (Etat et établissements autonomes cantonaux de droit public) - autre bloc important - accuse le coup : - 7,1 % d'emplois en quatre ans. Cette baisse est imputable aux mesures prises afin d'assainir les finances publiques. Notons pour faire bonne mesure que l'emploi y avait progressé de 23,4 % entre 1985 et 1991. L'administration et les régies fédérales augmentent leur emploi dans le canton de 6,0 % entre 1991 et 1995. Mais leur poids est faible (2,9 % de l'emploi total). Dans les administrations communales, l'emploi se replie de 0,5 % en quatre ans et sa part dans l'emploi total se fixe à 1,7 % en 1995.

#### G - 04 Evolution de l'emploi selon la nature juridique de l'entreprise, à Genève

En pour cent



**En dix ans, augmentation de la part du secteur public en termes d'emploi**

Entre 1985 et 1995, le poids du secteur public progresse, passant de 24,7 % à 27,4 % de l'ensemble des secteurs secondaire et tertiaire. L'augmentation est particulièrement forte pour le secteur public international (+ 26,7 %), qui représente 9,6 % de l'emploi du canton en 1995. Pour les trois échelons des collectivités publiques suisses, les variations sont du même ordre de grandeur (entre 13 % et 16 %). En 1995, la part du secteur public suisse dans le total de l'emploi se fixe à 17,9 %.

**T - 03 Emplois (1) selon la nature juridique de l'entreprise, dans le canton de Genève**

Situation en septembre

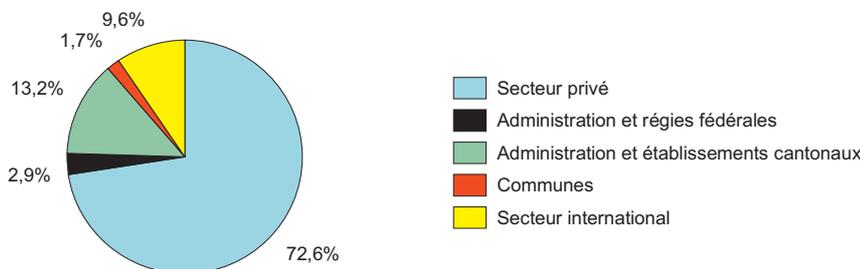
	1985	1991	1995	Variation en pour cent		
				1985 - 91	1991 - 95	1985 - 95
<b>Total</b>	<b>239 385</b>	<b>259 501</b>	<b>246 044</b>	<b>8,4</b>	<b>- 5,2</b>	<b>2,8</b>
Secteur privé	180 239	190 222	178 544	5,5	- 6,1	- 0,9
Secteur public	59 146	69 279	67 500	17,1	- 2,6	14,1
dont : Administration et régies fédérales	6 246	6 821	7 233	9,2	6,0	15,8
Administration et établissements cantonaux	28 319	34 937	32 440	23,4	- 7,1	14,6
Communes	3 760	4 291	4 268	14,1	- 0,5	13,5
Etats étrangers, organisations intergouvernementales	18 579	23 230	23 531	25,0	1,3	26,7

(1) Sans le secteur primaire.

Source : Office fédéral de la statistique / Office cantonal de la statistique - Recensements fédéraux des entreprises

**G - 05 Répartition des emplois selon la nature juridique de l'entreprise, à Genève, en 1995**

En pour cent



**4. Evolution de l'emploi par activité économique**

**Le mouvement de tertiarisation se poursuit**

Le mouvement de tertiarisation de l'économie genevoise se poursuit : entre 1991 et 1995, le recul de l'emploi est plus marqué dans le **secteur secondaire** (- 13,6 %) que dans les **services** (- 3,3 %). Sans le passage de plusieurs grandes entreprises du secteur tertiaire dans le secondaire en raison du changement de nomenclature, la baisse de l'emploi du secteur secondaire serait encore plus sévère (de l'ordre de 20 %). En dix ans, soit entre 1985 et 1995, l'emploi diminue de 18,2 % dans le secteur secondaire, alors qu'il progresse de 8,3 % dans les services.

Au sein du secteur secondaire, la structure par branche est notablement perturbée par le changement de nomenclature. La situation dans laquelle se débat la **construction** apparaît toutefois clairement dans l'évolution de l'emploi : - 19,7 % entre 1991 et 1995, mais déjà - 7,1 % entre 1985 et 1991. En dix ans, la branche perd ainsi un quart de ses effectifs. Selon la NOGA 95, cette branche comprend notamment la préparation du terrain, la construction de bâtiments et d'ouvrages de génie civil, les travaux d'installation et de finition des bâtiments.

## T - 04 Emplois par activité économique dans le canton de Genève

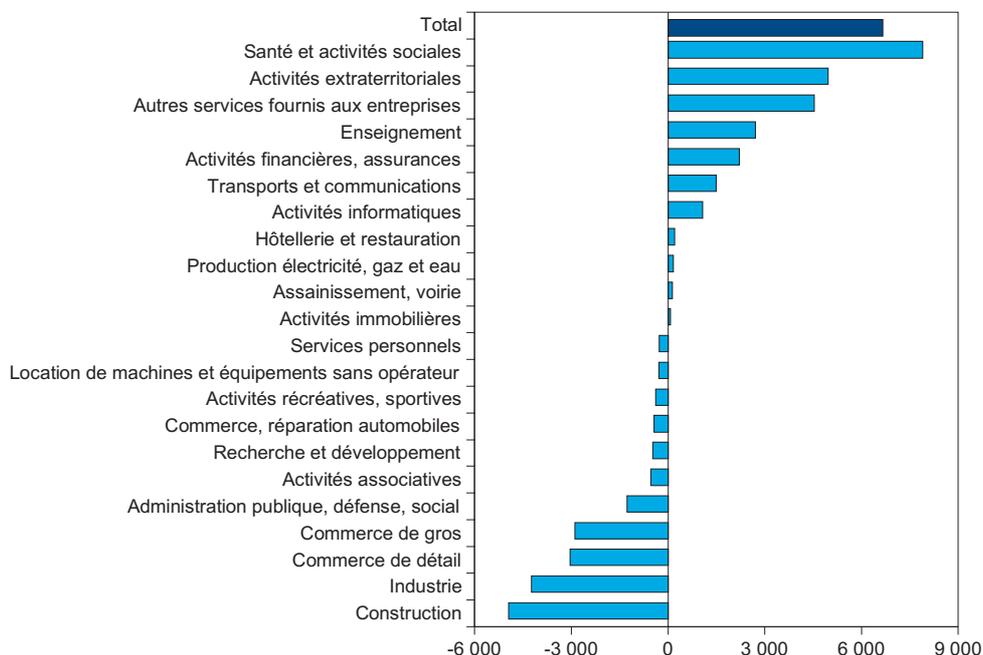
Situation en septembre

	1985	1991	1995	Variation absolue			Variation en pour cent		
				1985 - 91	1991 - 95	1985 - 95	1985 - 91	1991 - 95	1985 - 95
<b>Total</b>	<b>243 773</b>	<b>262 715</b>	<b>249 201</b>	<b>18 942</b>	<b>- 13 514</b>	<b>5 428</b>	<b>7,8</b>	<b>- 5,1</b>	<b>2,2</b>
<b>Secteur primaire</b>	<b>4 388</b>	<b>3 214</b>	<b>3 157</b>	<b>- 1 174</b>	<b>- 57</b>	<b>- 1 231</b>	<b>- 26,8</b>	<b>- 1,8</b>	<b>- 28,1</b>
<b>Secteur secondaire</b>	<b>49 608</b>	<b>46 962</b>	<b>40 596</b>	<b>- 2 646</b>	<b>- 6 366</b>	<b>- 9 012</b>	<b>- 5,3</b>	<b>- 13,6</b>	<b>- 18,2</b>
Industries alimentaires, boissons, tabac	2 144	1 596	2 094	- 548	498	- 50	- 25,6	31,2	- 2,3
Travail du bois, fabrication d'articles en bois	2 020	1 880	1 060	- 140	- 820	- 960	- 6,9	- 43,6	- 47,5
Industrie du papier; édition, impression	3 639	3 486	2 345	- 153	- 1 141	- 1 294	- 4,2	- 32,7	- 35,6
Industrie chimique	3 015	3 070	2 355	55	- 715	- 660	1,8	- 23,3	- 21,9
Fabrication de produits minéraux non métalliques	749	650	530	- 99	- 120	- 219	- 13,2	- 18,5	- 29,2
Métallurgie, travail des métaux	2 853	2 745	2 259	- 108	- 486	- 594	- 3,8	- 17,7	- 20,8
Fabrication de machines et d'équipements	2 903	2 863	2 049	- 40	- 814	- 854	- 1,4	- 28,4	- 29,4
Fab. d'équipements électriques, mécanique de précision	7 763	7 069	8 806	- 694	1 737	1 043	- 8,9	24,6	13,4
dont : fabrication d'instruments de précision, horlogerie	4 689	4 815	6 178	126	1 363	1 489	2,7	28,3	31,8
Production d'électricité, gaz et eau	1 380	1 491	1 548	111	57	168	8,0	3,8	12,2
Autres industries	3 654	3 999	3 006	345	- 993	- 648	9,4	- 24,8	- 17,7
Construction	19 488	18 113	14 544	- 1 375	- 3 569	- 4 944	- 7,1	- 19,7	- 25,4
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>189 777</b>	<b>212 539</b>	<b>205 448</b>	<b>22 762</b>	<b>- 7 091</b>	<b>15 671</b>	<b>12,0</b>	<b>- 3,3</b>	<b>8,3</b>
Commerce, réparation	43 383	42 926	37 010	- 457	- 5 916	- 6 373	- 1,1	- 13,8	- 14,7
Commerce, réparation de véhicules automobiles	5 072	4 897	4 629	- 175	- 268	- 443	- 3,5	- 5,5	- 8,7
Commerce de gros, intermédiaires du commerce	15 415	16 246	12 524	831	- 3 722	- 2 891	5,4	- 22,9	- 18,8
Commerce de détail, réparation d'articles domestiques	22 896	21 783	19 857	- 1 113	- 1 926	- 3 039	- 4,9	- 8,8	- 13,3
Hôtellerie et restauration	14 398	15 696	14 593	1 298	- 1 103	195	9,0	- 7,0	1,4
Transports et communications	14 486	17 575	15 978	3 089	- 1 597	1 492	21,3	- 9,1	10,3
Transports terrestres, par eau	4 562	5 076	4 168	514	- 908	- 394	11,3	- 17,9	- 8,6
Transports aériens	2 724	3 566	1 302	842	- 2 264	- 1 422	30,9	- 63,5	- 52,2
Services auxiliaires des transports	2 786	3 815	4 960	1 029	1 145	2 174	36,9	30,0	78,0
Postes et télécommunications	4 414	5 118	5 548	704	430	1 134	15,9	8,4	25,7
Activités financières, assurances	20 700	24 658	22 910	3 958	- 1 748	2 210	19,1	- 7,1	10,7
Intermédiation financière (banques)	16 861	19 736	18 290	2 875	- 1 446	1 429	17,1	- 7,3	8,5
Assurances	3 139	3 627	3 214	488	- 413	75	15,5	- 11,4	2,4
Services auxiliaires finance et assurances	700	1 295	1 406	595	111	706	85,0	8,6	100,9
Immobilier, autres services aux entreprises	23 812	27 995	28 732	4 183	737	4 920	17,6	2,6	20,7
Activités immobilières	1 949	2 225	2 023	276	- 202	74	14,2	- 9,1	3,8
Location de machines et équipements sans opérateur	806	556	517	- 250	- 39	- 289	- 31,0	- 7,0	- 35,9
Activités informatiques	1 119	1 776	2 189	657	413	1 070	58,7	23,3	95,6
Recherche et développement	895	534	423	- 361	- 111	- 472	- 40,3	- 20,8	- 52,7
Autres services fournis aux entreprises	19 043	22 904	23 580	3 861	676	4 537	20,3	3,0	23,8
Administration publique, défense, social	9 537	9 933	8 259	396	- 1 674	- 1 278	4,2	- 16,9	- 13,4
Enseignement	13 391	14 556	16 098	1 165	1 542	2 707	8,7	10,6	20,2
Santé et activités sociales	18 054	22 709	25 956	4 655	3 247	7 902	25,8	14,3	43,8
Autres services collectifs et personnels	13 444	13 261	12 381	- 183	- 880	- 1 063	- 1,4	- 6,6	- 7,9
Assainissement, voirie	1 332	1 320	1 465	- 12	145	133	- 0,9	11,0	10,0
Activités associatives	4 303	4 420	3 765	117	- 655	- 538	2,7	- 14,8	- 12,5
Activités récréatives, sportives	4 861	4 992	4 479	131	- 513	- 382	2,7	- 10,3	- 7,9
Services personnels	2 948	2 529	2 672	- 419	143	- 276	- 14,2	5,7	- 9,4
Activités extraterritoriales	18 572	23 230	23 531	4 658	301	4 959	25,1	1,3	26,7

Source : Office fédéral de la statistique / Office cantonal de la statistique - Recensements fédéraux des entreprises

**G - 06 Evolution de l'emploi entre 1985 et 1995 dans le canton de Genève, par activité économique (pour un choix de branches)**

En nombre absolu



*Une nouvelle nomenclature générale des activités économiques (NOGA), eurocompatible, a été adoptée à l'occasion du RFE 95*

*A l'occasion du RFE 95, l'OFS a adopté une nouvelle nomenclature générale des activités économiques (la NOGA 95), qui notamment est harmonisée avec celles qui sont utilisées dans les pays de l'Union européenne (UE).*

*Cette nomenclature présente des différences notables avec l'ancienne, la NOGA 85, utilisée pour les RFE 85 et 91.*

*L'interprétation de l'évolution de l'emploi par branche nécessite un certain recul, car de nombreuses entreprises ont changé de branche entre les deux derniers recensements, soit purement en raison du changement de nomenclature, soit parce que l'entreprise a réorienté son activité au fil du temps. A titre illustratif, quelques grandes entreprises actives dans le domaine informatique sont classées en 1995 dans la "fabrication d'équipement électriques et électroniques; mécanique de précision; optique", alors qu'elles étaient classées dans le commerce de gros en 1985 et 1991. Il s'agit ici d'abord d'un effet de nomenclature, auquel s'ajoute la difficulté de classer les établissements qui exercent principalement des activités de gestion et de coordination pour un groupe multinational.*

*En 1995, l'activité selon la NOGA 95 a été codée sur la base de la description fournie par l'entreprise interrogée.*

*Afin de permettre l'étude de l'évolution de l'emploi par branche, l'activité considérée en 1985 et 1991 a été transcodée de la NOGA 85 dans la NOGA 95 : le code d'activité utilisé en 1985 et 1991 a été codé dans la NOGA 95 en utilisant une table de passage entre les deux nomenclatures, cela automatiquement et sans remettre en question le code d'activité utilisé en 1985 et 1991.*

*Notons que le total des emplois des secteurs secondaire et tertiaire diffère de celui déjà publié, car les salons de toilettage pour chiens et les pensions pour animaux domestiques ont passé du secteur tertiaire dans le secteur primaire (!).*

*Entre 1991 et 1995, baisse notable de l'emploi dans l'industrie, la construction, le commerce et la banque. Par contre, augmentation dans l'enseignement, la santé et les activités sociales*

Le **commerce de gros**, lui, perd 3 722 emplois en quatre ans (- 22,9 %). Sans les changements de branche enregistrés pour plusieurs grandes entreprises, la baisse serait plus modérée (de l'ordre de 12 %). Dans le **commerce de détail** aussi, la diminution est notable (- 1 926 emplois; - 8,8 %). Mais le commerce de gros s'est encore développé entre 1985 et 1991 (+ 5,4 %), alors que le commerce de détail était déjà en recul à cette époque (- 4,9 %). L'évolution de l'emploi du commerce de détail s'explique en partie, selon toute probabilité, par la concurrence imputable aux commerces implantés en France voisine.

Dans l'**hôtellerie-restauration**, le recul «brut» enregistré entre 1991 et 1995 (- 7,0 %) est imputable en partie au fait que certaines maisons pour personnes âgées étaient classées dans cette branche en 1991, alors quelles sont - logiquement - dans les activités sociales en 1995. En tenant compte de cela, le recul serait moindre (environ 3 %). Quoi qu'il en soit, l'effectif des emplois est supérieur en 1995 à ce qu'il était dix ans auparavant.

Dans les **transports et communications** considérés globalement, l'emploi diminue de 9,1 % en quatre ans, mais l'évolution demeure positive en dix ans compte tenu du développement rapide de ce secteur entre 1985 et 1991. Pour les branches qui le composent, l'évolution est malheureusement rendue opaque par le fait que plusieurs entreprises ont passé des transports aériens ou terrestres dans les services auxiliaires des transports (qui comprennent notamment la manutention, l'entreposage, l'exploitation d'aéroport, le contrôle de la circulation aérienne, les agences de voyage).

La restructuration du **secteur bancaire** (intermédiation financière) se répercute sur l'emploi (- 1 446 emplois entre 1991 et 1995, soit - 7,3 %). Ici aussi, l'évolution en dix ans reste cependant largement positive (+ 8,5 %).

*Entre 1985 et 1995, diminution de l'emploi dans l'industrie, la construction et le commerce. Et progression dans les transports et communications, la banque, les «autres services fournis aux entreprises», l'enseignement, la santé et les activités sociales, le secteur public international*

En quatre ans, l'emploi progresse de 3,0 % dans les «**autres services fournis aux entreprises**», branche qui regroupe des activités aussi diverses que celles des cabinets d'avocats, des fiduciaires, des bureaux d'ingénieurs et d'architectes, la publicité, la recherche et le placement de personnel, la sécurité et le nettoyage des locaux, par exemple. En dix ans, cette branche croît de 23,8 % et son effectif s'établit à 23 580 en 1995. Cette croissance est vraisemblablement imputable en partie au fait que de nombreuses entreprises tendent de plus en plus à déléguer à d'autres l'accomplissement de tâches effectuées auparavant à l'interne (phénomène dit d'externalisation).

Pour deux branches, l'emploi progresse nettement entre 1991 et 1995 : l'**enseignement** (+ 10,6 %), ainsi que la **santé et les activités sociales** (+ 14,3 %). C'est en elles que se concentre l'augmentation de l'emploi à temps partiel (+ 4 172). Malgré le poids du secteur public dans ces activités, cette évolution n'est pas en contradiction avec la baisse de l'emploi enregistrée pour l'Etat de Genève et les établissements autonomes cantonaux de droit public. En effet, l'augmentation de l'emploi est due principalement au développement de l'enseignement privé ainsi qu'à celui d'organismes actifs dans le domaine de la santé et des activités sociales qui sont de droit privé mais, pour certains, largement subventionnés par les collectivités publiques. En dix ans, l'emploi augmente de 20,2 % dans l'enseignement, de 43,8 % dans la santé et les activités sociales.

**Entre 1991 et 1995**, l'évolution par branche peut être brièvement résumée ainsi :

- important recul de l'emploi dans la construction;
- recul marqué de l'emploi (dans une fourchette de - 7 à -14 %) dans l'industrie, le commerce, l'hôtellerie-restauration, les transports et communications, la banque;
- quasi-stabilité de l'emploi dans le secteur public international;
- progression notable de l'emploi (supérieure à 10 %) dans l'enseignement, la santé et les activités sociales.

**Entre 1985 et 1995**, l'évolution par branche peut être brièvement résumée ainsi :

- recul de l'emploi dans l'industrie, la construction, le commerce (gros et détail);
- quasi-stabilité de l'emploi dans l'hôtellerie-restauration;
- progression de l'emploi de l'ordre de 10% dans les transports et communications, la banque;
- progression marquée de l'emploi (supérieure à 20 %) dans la santé et les activités sociales, l'enseignement, les «autres services fournis aux entreprises» et le secteur public international.

## 5. Etablissements

*En dix ans, le nombre d'établissements augmente plus que l'emploi*

En 1995, 21 844 **établissements** sont recensés dans le canton, soit à peine plus qu'en 1991 (+ 0,3 %). En dix ans, le nombre d'établissements augmente de 9,9 %. La progression se chiffre à 2,3 % pour le secteur secondaire (- 18,2 % pour l'emploi) et 11,3 % pour les services (+ 8,3 % pour l'emploi). En nombre absolu, les variations sont notables pour la construction (+ 129 établissements en dix ans, soit + 10,4 %, mais - 25,4 % pour l'emploi), le commerce de gros (- 181 établissements; - 11,6 %), le commerce de détail (- 193 établissements; - 5,0 %), l'hôtellerie-restauration (+ 222; + 16,5 %), les «autres services fournis aux entreprises» (+ 821; + 29,8 %), l'enseignement (+ 180; + 33,5 %), la santé et les activités sociales (+ 625; + 44,9 %). Notons que le nombre d'établissements s'accroît notamment dans des secteurs où l'emploi est globalement en recul.

### T - 05 Etablissements et emplois (1) selon la taille de l'établissement, dans le canton de Genève

Situation en septembre

Etablissements de ... emplois	Etablissements			Emplois		
	1985	1991	1995	1985	1991	1995
1	4 854	5 987	6 051	4 854	5 987	6 051
2 à 4	7 594	8 027	8 367	20 764	21 929	22 728
5 à 9	3 562	3 718	3 746	23 129	24 190	24 277
10 à 19	1 984	2 007	1 800	26 464	26 959	24 048
20 à 49	1 171	1 268	1 175	34 568	37 795	34 875
50 à 99	364	390	367	25 471	27 303	25 667
100 à 199	215	232	192	29 369	31 549	26 152
200 à 499	98	113	106	30 881	34 087	31 963
500 et plus	36	39	40	43 885	49 702	50 283
<b>Total</b>	<b>19 878</b>	<b>21 781</b>	<b>21 844</b>	<b>239 385</b>	<b>259 501</b>	<b>246 044</b>

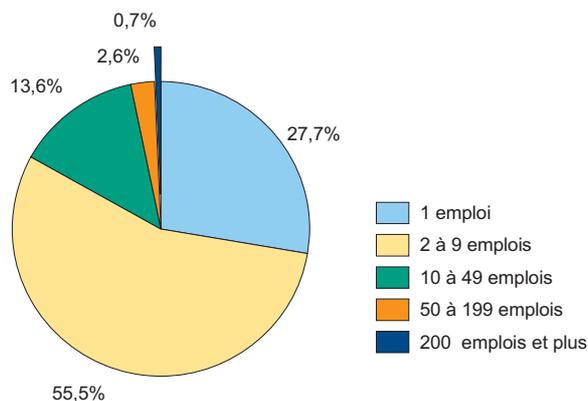
(1) Sans le secteur primaire.

Source : Office fédéral de la statistique / Office cantonal de la statistique - Recensements fédéraux des entreprises

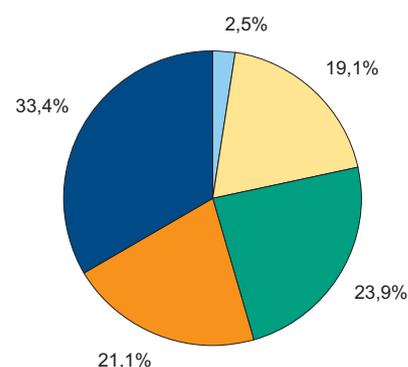
C'est surtout le nombre de petits établissements qui augmente. Le nombre de très grands établissements (200 emplois et plus) progresse aussi, alors que des baisses sont enregistrées pour les tailles intermédiaires.

### G - 07 Etablissements et emplois selon la taille de l'établissement, dans le canton de Genève, en 1995

Répartition des établissements, en %



Répartition des emplois, en %



### T - 06 Etablissements et emplois (1) selon le motif de la création de l'établissement et la date du début de son activité actuelle à son adresse actuelle à Genève, en 1995

Secteur privé

	Etablissements ayant commencé leur activité actuelle à leur adresse actuelle après 1985				Total	Ensemble des établissements
	Nouvel établissement	Déménagement dans la même commune	Déménagement d'une autre commune	Reprise, fusion, etc.		
<b>Etablissements</b>	<b>5 060</b>	<b>1 066</b>	<b>967</b>	<b>1 684</b>	<b>8 777</b>	<b>20 387</b>
Avant 1970	...	...	...	...	...	3 536
1970 - 80	...	...	...	...	...	3 434
1981 - 85	...	...	...	...	...	2 772
1986 - 90	1 842	329	309	626	3 106	3 675
1991	517	90	84	140	831	962
1992	517	111	105	146	879	1 017
1993	679	145	131	202	1 157	1 301
1994	781	207	132	270	1 390	1 541
1995 (2)	687	166	192	260	1 305	1 467
Inconnu	37	18	14	40	109	682
<b>Emplois</b>	<b>21 379</b>	<b>7 502</b>	<b>9 071</b>	<b>12 610</b>	<b>50 562</b>	<b>178 544</b>
Avant 1970	...	...	...	...	...	64 434
1970 - 80	...	...	...	...	...	29 799
1981 - 85	...	...	...	...	...	19 025
1986 - 90	9 589	2 610	3 840	4 326	20 365	22 943
1991	2 341	681	706	1 126	4 854	5 297
1992	1 859	719	833	1 190	4 601	5 441
1993	3 058	838	1 429	1 051	6 376	7 011
1994	2 431	1 732	929	2 530	7 622	8 100
1995 (2)	1 815	836	1 156	2 221	6 028	6 457
Inconnu	286	86	178	166	716	10 037

(1) Sans le secteur primaire.

(2) En 1995, avant le 29 septembre, date de référence du recensement.

Source : Office fédéral de la statistique / Office cantonal de la statistique - Recensement fédéral des entreprises 1995

En 1995, 83,2 % des établissements occupent moins de dix personnes et ils représentent 21,6 % de l'emploi; 338 établissements (1,5 %) occupent cent personnes ou plus et ils représentent 44,1 % de l'emploi.

Dans le secteur privé, en 1995, 8 777 **établissements** (43,1 %) **ont commencé leur activité actuelle à leur adresse actuelle après 1985**. Ils occupent 50 562 personnes (28,3 % de l'emploi du secteur privé). Parmi ces établissements, 5 060 sont de nouveaux établissements; dans les autres cas, il s'agit de déménagements, de reprises ou de fusions.

*Dans le secteur privé, un établissement sur quatre recensés en 1995 a été créé au cours des dix dernières années*

Ces 5 060 **nouveaux établissements** (24,8 %) représentent 21 379 emplois, soit 12,0 % de l'emploi du secteur privé. Comme on peut s'y attendre, ils sont de manière générale un peu plus petits que les établissements plus anciens; leur part est notable parmi les établissements occupant une seule personne (33,1 %). Ils se répartissent dans l'ensemble des activités économiques, sans concentration marquée dans des branches particulières. Leur part est un peu plus élevée que la moyenne dans les services auxiliaires des transports, les services auxiliaires des activités financières et des assurances, l'informatique et les «autres services fournis aux entreprises».

En dix ans, 2 033 **établissements** du secteur privé (10,0 %) **ont déménagé**. Ils occupent 16 573 personnes (9,3 %). Apparemment, la taille n'est pas un obstacle majeur et l'on déménage dans toutes les branches, même un peu plus dans le secondaire (12,4 % des établissements) que dans les services (9,5 %).

En dix ans, 1 684 **établissements** (8,3 %), occupant 12 610 personnes (7,1 %), **ont été impliqués dans une fusion ou une reprise**. Ces opérations se répartissent dans l'ensemble des activités, sans concentration marquée. Leur part est légèrement supérieure à la moyenne dans le commerce et la réparation de voitures, l'hôtellerie-restauration, les assurances et les services personnels (blanchisseries, salons de coiffure, fitness, ...).

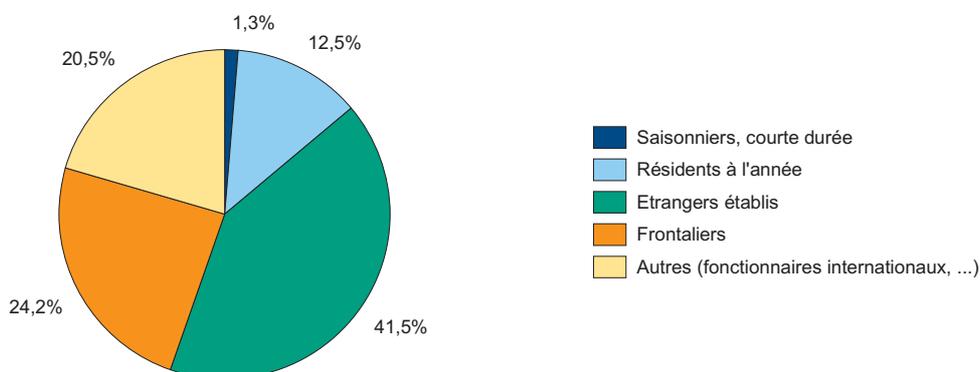
## 6. Personnes occupées : catégories diverses

*En 1995, près d'un emploi sur deux est occupé par un étranger*

En 1995, 114 628 emplois (46,6 %) sont occupés par des **étrangers**. Les titulaires d'un permis d'établissement (permis C) en représentent la plus grande catégorie (47 576, soit 19,3 % de l'emploi total). Ils sont actifs dans toutes les branches; leur part est un peu plus forte que la moyenne dans le secteur secondaire (28,5 %), en particulier dans la construction (37,5 %), dans le commerce et la réparation de voitures (29,5 %), ainsi que dans l'hôtellerie-restauration (29,0 %). L'effectif des étrangers au bénéfice d'un permis annuel (permis B) se monte à 14 343 (5,8 %); en termes relatifs, ils sont assez nombreux dans l'hôtellerie-restauration (20,3 %) et la construction (9,7 %). Les saisonniers sont de moins en moins nombreux : 1 522 saisonniers et titulaires d'un permis de courte durée ont été recensés en 1995; près de 500 d'entre eux travaillent dans l'hôtellerie-restauration. Etrangers non résidents, les frontaliers sont 27 734 (11,3 %) en 1995. Leur part est plus élevée dans le secteur secondaire (22,7 %) que dans les services (9,0 %), mais ils se répartissent dans toutes les branches. Dans le secteur public international, la grande majorité des personnes occupées sont au bénéfice d'une carte de légitimation ou d'une attestation spécifiques au statut de diplomate ou de fonctionnaire international (ces catégories n'ont pas fait l'objet d'une question particulière dans le cadre du RFE). De manière générale, et comme on peut s'y attendre, les étrangers sont nettement moins nombreux dans le secteur public suisse que dans le secteur privé, et, par conséquent, dans les branches où la part du secteur public est importante.

**Moins d'apprentis et plus d'intérimaires**

L'effectif des apprentis chute de 40,5 % entre 1985 et 1995. Les apprentis représentent 1,6 % de l'emploi en 1995; leur part atteint son maximum dans le commerce et la réparation de voitures (8,5 %). Le nombre de personnes occupées ayant dépassé l'âge de l'AVS se fixe à 2 225 en 1995, en baisse de 29,9 % par rapport à 1985. Le nombre d'intérimaires<sup>2</sup>, par contre, augmente de 49,0 % en dix ans, pour atteindre 3 706 (1,5 %).

**G - 08 Personnes occupées d'origine étrangère selon le type de permis, dans le canton de Genève, en 1995**

**T - 07 Catégories spéciales de personnes occupées (1) dans le canton de Genève**

Situation en septembre

	1985			1995		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Saisonniers	6 641	849	7 490	...	...	...
Saisonniers et permis de courte durée (A et L)	...	...	...	1 027	495	1 522
Résidents à l'année (permis B)	...	...	...	9 081	5 262	14 343
Etrangers établis (permis C)	...	...	...	29 803	17 773	47 576
Frontaliers (permis G)	15 229	8 873	24 102	17 548	10 186	27 734
Requérants d'asile et étrangers admis provisoirement (permis F et N)	...	...	...	1 036	562	1 598
Apprentis	3 895	2 563	6 458	2 380	1 464	3 844
Personnes ayant atteint l'âge de l'AVS	1 617	1 555	3 172	1 256	969	2 225
Personnel intérimaire	1 243	1 245	2 488	2 005	1 701	3 706

Note : le signe "inconnu" (...) signifie ici que l'information n'a pas été recueillie en 1985 ou en 1995.

(1) Sans le secteur primaire.

Source : Office fédéral de la statistique / Office cantonal de la statistique - Recensements fédéraux des entreprises

<sup>2</sup> Personnes engagées temporairement par l'intermédiaire d'une agence. Cette catégorie comprend aussi les chômeurs occupés dans des programmes d'occupation de durée limitée.

## 7. Comparaison Genève - Suisse

*Entre 1991 et 1995, l'emploi recule de 5,6 % en Suisse, de 5,8 % à Genève*

En 1995, 3 548 815 emplois sont dénombrés en Suisse (secteurs secondaire et tertiaire, sans le secteur public international), soit 5,6 % de moins que quatre ans auparavant. Le nombre d'emplois à temps partiel demeure pratiquement stable, tandis que celui des emplois à plein temps diminue de 7,3 %. Comme à Genève, la baisse est plus marquée pour les hommes (- 7,1 %) que pour les femmes (- 3,4 %). Dans plusieurs cantons, à Genève notamment, l'emploi à temps partiel progresse tandis que l'emploi à plein temps diminue. Mais l'évolution est différente dans d'autres. A Zurich, par exemple, l'emploi à temps partiel diminue plus que celui à plein temps (respectivement : - 8,8 % et - 6,6 %).

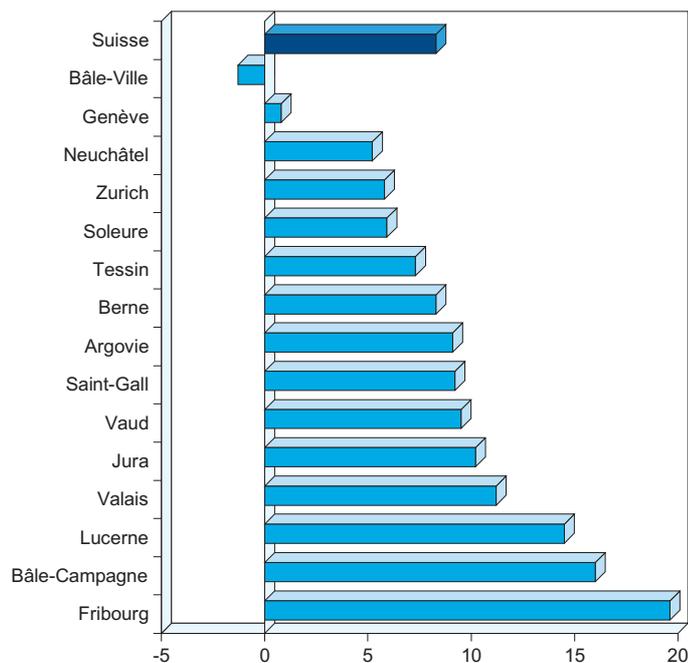
*En dix ans, l'emploi progresse de 8,3 % en Suisse, de 0,8 % à Genève*

En dix ans, l'emploi augmente de 8,3 % à l'échelon national, de 0,8 % à Genève (ici, sans le secteur public international). Seuls deux cantons enregistrent une variation inférieure : Bâle-Ville (- 1,3%) et Schaffhouse (- 0,1 %). C'est entre 1985 et 1991 que l'écart s'est creusé : + 14,8 % pour l'ensemble du pays contre + 7,0 % à Genève.

Sur le plan structurel, la principale différence reste l'importance relative des secteurs secondaire et tertiaire. En 1995, le secteur secondaire représente 18,2 % de l'emploi à Genève, 31,4 % dans l'ensemble du pays. Et l'importance du secteur bancaire à Genève est confirmée (8,2 % de l'emploi à Genève; 3,5 % en Suisse). A Genève, l'emploi à temps partiel représente 22,1 % du total de l'emploi; cette part est légèrement supérieure à l'échelon national (24,0 %).

### G - 09 Evolution de l'emploi en Suisse entre 1985 et 1995, par canton (pour un choix de cantons)

Variation en pour cent



## T - 08 Emplois (1) selon le temps de travail, en Suisse, par canton

Situation en septembre

	Emplois			Variation en pour cent			Part du temps partiel, en %		
	1985	1991	1995	1985 - 91	1991 - 95	1985 - 95	1985	1991	1995
Appenzell Rhodes-Extérieures	18 420	22 027	20 613	19,6	-6,4	11,9	17,6	22,3	22,3
Appenzell Rhodes-Intérieures	4 611	5 082	4 886	10,2	-3,9	6,0	15,4	21,9	23,1
Argovie	218 815	253 750	238 691	16,0	-5,9	9,1	17,5	23,1	23,9
Bâle-Campagne	94 991	115 077	110 180	21,1	-4,3	16,0	17,7	22,2	24,1
Bâle-Ville	161 953	173 246	159 768	7,0	-7,8	-1,3	20,0	23,7	25,6
Berne	426 840	480 133	462 389	12,5	-3,7	8,3	19,8	25,6	27,5
Fribourg	77 581	97 556	92 765	25,7	-4,9	19,6	18,9	23,8	25,6
<b>Genève</b>	<b>220 813</b>	<b>236 271</b>	<b>222 513</b>	<b>7,0</b>	<b>-5,8</b>	<b>0,8</b>	<b>16,5</b>	<b>19,7</b>	<b>22,1</b>
Glaris	17 768	19 799	18 140	11,4	-8,4	2,1	16,7	21,3	21,3
Grisons	84 019	98 094	95 919	16,8	-2,2	14,2	12,7	17,2	19,0
Jura	26 749	32 174	29 487	20,3	-8,4	10,2	13,3	18,8	21,5
Lucerne	138 674	163 155	158 815	17,7	-2,7	14,5	17,6	22,9	24,4
Neuchâtel	75 713	86 534	79 621	14,3	-8,0	5,2	17,7	21,5	23,8
Nidwald	12 722	15 480	15 283	21,7	-1,3	20,1	14,7	22,0	22,0
Obwald	11 619	13 485	13 320	16,1	-1,2	14,6	16,0	21,7	22,3
Saint-Gall	196 869	227 375	215 046	15,5	-5,4	9,2	16,3	21,3	22,5
Schaffhouse	34 954	38 985	34 903	11,5	-10,5	-0,1	19,7	24,2	26,0
Schwytz	40 699	49 848	48 382	22,5	-2,9	18,9	15,3	21,5	22,6
Soleure	103 264	116 748	109 388	13,1	-6,3	5,9	16,6	22,5	23,2
Tessin	149 243	170 376	160 141	14,2	-6,0	7,3	9,4	12,7	15,9
Thurgovie	81 899	96 090	92 017	17,3	-4,2	12,4	15,9	20,8	22,4
Uri	13 720	15 404	14 970	12,3	-2,8	9,1	11,5	18,4	19,0
Valais	105 205	126 161	116 957	19,9	-7,3	11,2	13,5	17,7	20,0
Vaud	253 751	296 519	277 848	16,9	-6,3	9,5	17,7	22,3	24,8
Zoug	44 670	57 059	56 299	27,7	-1,3	26,0	17,0	22,8	22,6
Zurich	661 896	754 475	700 474	14,0	-7,2	5,8	20,4	26,1	25,6
<b>Suisse</b>	<b>3 277 458</b>	<b>3 760 903</b>	<b>3 548 815</b>	<b>14,8</b>	<b>-5,6</b>	<b>8,3</b>	<b>17,7</b>	<b>22,6</b>	<b>24,0</b>

(1) Sans le secteur primaire et sans le secteur public international.

Source : Office fédéral de la statistique / Office cantonal de la statistique - Recensements fédéraux des entreprises

**T - 09 Emplois (1) par activité économique  
Comparaison Genève - Suisse**

Situation en septembre

	Genève		Suisse		1995	Variation 1991 - 95		Variation 1985 - 95	
	Nombre	en %	Nombre	en %	GE / CH	Genève	Suisse	Genève	Suisse
					en %				
<b>Total</b>	<b>222 513</b>	<b>100,0</b>	<b>3 548 815</b>	<b>100,0</b>	<b>6,3</b>	<b>- 5,8</b>	<b>- 5,6</b>	<b>0,8</b>	<b>8,3</b>
<b>Secteur secondaire</b>	<b>40 596</b>	<b>18,2</b>	<b>1 112 804</b>	<b>31,4</b>	<b>3,6</b>	<b>- 13,6</b>	<b>- 13,4</b>	<b>- 18,2</b>	<b>- 10,2</b>
Industrie alimentaires, boissons, tabac	2 094	0,9	66 814	1,9	3,1	31,2	- 11,4	- 2,3	- 9,7
Travail du bois, fabrication d'articles en bois	1 060	0,5	43 731	1,2	2,4	- 43,6	- 16,8	- 47,5	- 19,8
Industrie du papier; édition, impression	2 345	1,1	78 472	2,2	3,0	- 32,7	- 11,1	- 35,6	- 4,7
Industrie chimique	2 355	1,1	67 228	1,9	3,5	- 23,3	- 15,0	- 21,9	- 8,3
Fabrication de produits minéraux non métalliques	530	0,2	21 734	0,6	2,4	- 18,5	- 17,7	- 29,2	- 17,2
Métallurgie, travail des métaux	2 259	1,0	107 474	3,0	2,1	- 17,7	- 4,2	- 20,8	1,1
Fabrication de machines et d'équipements	2 049	0,9	113 168	3,2	1,8	- 28,4	- 22,3	- 29,4	- 22,7
Fab. d'équipements électriques, mécanique de précision	8 806	4,0	134 496	3,8	6,5	24,6	- 15,2	13,4	- 14,1
dont : fabrication d'instruments de précision, horlogerie	6 178	2,8	65 431	1,8	9,4	28,3	- 14,2	31,8	- 6,4
Production d'électricité, gaz et eau	1 548	0,7	25 712	0,7	6,0	3,8	- 3,0	12,2	6,1
Autres industries	3 006	1,4	114 521	3,2	2,6	- 24,8	- 16,7	- 17,7	- 21,9
Construction	14 544	6,5	339 454	9,6	4,3	- 19,7	- 11,3	- 25,4	- 2,7
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>181 917</b>	<b>81,8</b>	<b>2 436 011</b>	<b>68,6</b>	<b>7,5</b>	<b>- 3,9</b>	<b>- 1,6</b>	<b>6,3</b>	<b>19,5</b>
Commerce, réparation	37 010	16,6	612 684	17,3	6,0	- 13,8	- 8,6	- 14,7	4,7
Commerce, réparation de véhicules automobiles	4 629	2,1	80 994	2,3	5,7	- 5,5	- 5,2	- 8,7	1,7
Commerce de gros, intermédiaires du commerce	12 524	5,6	188 422	5,3	6,6	- 22,9	- 9,0	- 18,8	14,9
Commerce de détail, réparation d'articles domestiques	19 857	8,9	343 268	9,7	5,8	- 8,8	- 9,2	- 13,3	0,6
Hôtellerie et restauration	14 593	6,6	229 440	6,5	6,4	- 7,0	- 5,8	1,4	6,4
Transports et communications	15 978	7,2	260 777	7,3	6,1	- 9,1	6,8	10,3	25,5
Transports terrestres, par eau	4 168	1,9	95 355	2,7	4,4	- 17,9	- 13,8	- 8,6	- 4,1
Transports aériens	1 302	0,6	18 144	0,5	7,2	- 63,5	- 23,3	- 52,2	1,1
Services auxiliaires des transports	4 960	2,2	45 188	1,3	11,0	30,0	59,5	78,0	113,8
Postes et télécommunications	5 548	2,5	102 090	2,9	5,4	8,4	25,4	25,7	47,2
Activités financières, assurances	22 910	10,3	189 491	5,3	12,1	- 7,1	- 5,4	10,7	16,3
Intermédiation financière (banques)	18 290	8,2	124 234	3,5	14,7	- 7,3	- 7,0	8,5	14,5
Assurances	3 214	1,4	54 023	1,5	5,9	- 11,4	- 10,8	2,4	5,4
Services auxiliaires finance et assurances	1 406	0,6	11 234	0,3	12,5	8,6	82,4	100,9	262,4
Immobilier, autres services aux entreprises	28 732	12,9	321 152	9,0	8,9	2,6	0,6	20,7	44,3
Activités immobilières	2 023	0,9	17 292	0,5	11,7	- 9,1	- 7,9	3,8	13,7
Location de machines et équipements sans opérateur	517	0,2	3 672	0,1	14,1	- 7,0	19,7	- 35,9	41,1
Activités informatiques	2 189	1,0	31 940	0,9	6,9	23,3	13,3	95,6	101,2
Recherche et développement	423	0,2	9 889	0,3	4,3	- 20,8	- 20,1	- 52,7	24,4
Autres services fournis aux entreprises	23 580	10,6	258 359	7,3	9,1	3,0	0,6	23,8	42,8
Administration publique, défense, social	8 259	3,7	136 023	3,8	6,1	- 16,9	- 3,9	- 13,4	14,1
Enseignement	16 098	7,2	202 011	5,7	8,0	10,6	3,8	20,2	22,9
Santé et activités sociales	25 956	11,7	348 900	9,8	7,4	14,3	9,7	43,8	45,3
Autres services collectifs et personnels	12 381	5,6	135 533	3,8	9,1	- 6,6	- 6,0	- 7,9	12,5
Assainissement, voirie	1 465	0,7	11 420	0,3	12,8	11,0	33,5	10,0	84,4
Activités associatives	3 765	1,7	36 739	1,0	10,2	- 14,8	- 20,6	- 12,5	7,4
Activités récréatives, sportives	4 479	2,0	44 428	1,3	10,1	- 10,3	- 8,3	- 7,9	14,2
Services personnels	2 672	1,2	42 946	1,2	6,2	5,7	5,2	- 9,4	4,4

(1) Sans le secteur primaire ni le secteur public international.

Source : Office fédéral de la statistique / Office cantonal de la statistique - Recensements fédéraux des entreprises

### **Légende des signes**

- valeur nulle
- 0 valeur inférieure à la moitié de la dernière position décimale retenue
- ... donnée inconnue
- /// aucune donnée ne peut correspondre à la définition
- ( ) l'information ne peut être communiquée pour des raisons tenant à la protection des données
- [ ] valeur peu significative
- e valeur estimée
- p donnée provisoire
- r donnée révisée

## Office cantonal de la statistique

8, rue du 31-Décembre

Case postale 6255 1211 Genève 6



DÉPARTEMENT DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE

République et canton de Genève

L'Office cantonal de la statistique produit et recueille des informations dans tous les domaines de la statistique, les met à disposition et les diffuse. Il assure également la coordination de la statistique publique sur le plan cantonal.

### **Téléphone**

022 / 787 67 07 (accès principal à l'Office)

022 / 787 67 67 (indice des prix à la consommation)

### **Télécopieur**

022 / 736 29 45

### **Centre de documentation**

Ouvert au public de 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h

<b>Edition</b>	Office cantonal de la statistique (OCSTAT) Genève
<b>Rédaction</b>	
Responsable de la publication	Jean-Emile Neury Directeur
Auteur	Roland Rietschin
<b>Réalisation, administration</b>	
Composition	Monica Balestra
Mise en page, illustration graphique	Dominique Felsenheimer
Renseignements, commandes	Tél. 022 / 787 67 07
Prix	Les cahiers de la collection <i>Communications statistiques</i> sont en vente au numéro (10 francs) ou selon divers types d'abonnements
Tirage	1 100 exemplaires
<b>Impression</b>	Steffen SA, Genève
©	OCSTAT, Genève 1997. Reproduction autorisée avec mention de la source